

PETROPLUS ; RAFFINAGE NATIONAL *Echec ou complicité gouvernementale ?*

La situation que subissent les salariés de Pétroplus aujourd'hui, laissés sans avenir, sans garantie de toucher leur salaire est affligeante d'hypocrisie de la part des pouvoirs publics, asservis totalement aux intérêts financiers des affairistes du Médef et comparses.

Le pétrolier **TOTAL** a lancé les premières offensives contre l'industrie du raffinage avec les fermetures de la D9 en Normandie et de Flandres.

Le pétrolier **SHELL** avait préalablement, anticipé le pas en se séparant de son raffinage, cédant SHELL Berre à LYONDELL (menacée de fermeture), cédant Petit Couronne et Reischett à Pétroplus, société suisse possédant une raffinerie qui achète son pétrole sur le « marché capitalistique », puisqu'elle ne dispose ni de l'exploitation, ni de l'accès aux puits, ni à la matière fossile.

L'industrie du pétrole est structurée sur 3 secteurs clés, indissociables de l'exploration, à savoir : la production, le raffinage et la distribution. Si le raffinage est au cœur, incontournable, il dépend vitalemment des 2 autres secteurs.

Aujourd'hui, la société Pétroplus serait en « liquidation », pour payer ses créanciers. Une situation injuste, intolérable pour l'ensemble des salariés, les 550 de Petit Couronne et les 80 restants de Reischett en Alsace. Sans oublier les centaines de sous traitants travaillant dans nos industries.

Le gouvernement **FILLON, BESSON** porte toute la responsabilité de cette situation pour avoir soutenu le Médef, l'UFIP face à la CGT et l'IFP qui alertaient sur la situation, proposaient un programme d'investissement pour répondre aux besoins des consommateurs.

La France, si elle laisse détruire ses capacités de raffinage, sera dépendante d'autres pays pour répondre aux besoins nationaux, les prix des carburants augmenteront considérablement, ainsi que les matières premières pour la pétrochimie, la chimie, la plasturgie, le caoutchouc, l'industrie pharmaceutique...

La Fédération Nationale des Industries Chimiques **CGT** interpelle, dans ce contexte électoral, l'ensemble des responsables politiques sur cette situation, grave pour les salariés, grave pour la population, grave pour l'indépendance nationale et son tissu industriel.

L'outil de raffinage, ses capacités sont saturées à 80 % pour répondre aux besoins. Aller au-delà, c'est aller vers des risques d'accidents majeurs ou importer au prix fort ce qui est disponible sur le territoire.

Malgré de multiples courriers de la FNIC CGT, les ministères restent dans un silence coupable, complice.

Il y a urgence à agir pour un pôle public qui impose le maintien et le développement de capacités de raffinage sur le territoire national.

La FNIC CGT appelle l'ensemble des salariés du raffinage à la mobilisation avec un premier rendez-vous, par une manifestation, lors de la réunion organisée par l'UFIP

**Le 2 février à 10 heures
27 rue Godillot
93400 SAINT OUEN**

REVENDEICATIONS CGT

- ☞ L'arrêt des projets de fermetures et le redémarrage des raffineries.
- ☞ Le plan d'investissement proposé par l'IFP de 2,2 milliards d'ici 2020 permettant de réduire de moitié les importations de gazole et exportations d'essence (rejeté par les patrons), plan devant être décliné site par site et par bassin d'emploi.
- ☞ La création d'un pôle public de l'énergie permettant d'avoir une vision globale, du puits à la pompe, au travers d'un système régulé par les pouvoirs publics, pour faire financer les investissements nécessaires par toute la chaîne pétrolière.
- ☞ La taxation des produits raffinés importés, lorsque ceux-ci ne sont pas soumis aux mêmes règles sociales et environnementales, ainsi que la fixation du prix des carburants par voie réglementaire publique, comme avant 1982.
- ☞ Le développement de projets industriels, de recherche et développement permettant le captage et l'utilisation du CO² à des fins industrielles en synergie avec le raffinage

La FNIC CGT invite l'ensemble de la presse à être présente sur place